

## Candidature au poste de juge de la CPI – Modèle de Curriculum Vitae

<b>NOM DE FAMILLE :</b>	Dembélé	
<b>PRÉNOM :</b>	Adélaïde	
<b>DEUXIÈME PRÉNOM :</b>		
<b>SEXE :</b>	Femme	
<b>DATE DE NAISSANCE :</b>	26 Juin 1965	
<b>NATIONALITÉ :</b>	Burkinabè	
<b>CRITÈRES RÉGIONAUX :</b>	Afrique	
<b>SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)</b>		
<b>ÉTAT CIVIL :</b>	Célibataire	
<b>LISTE A/LISTE B :</b>	Liste A	
<b>LANGUES</b>	<b>Langue maternelle :</b> Français	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Intermédiaire	(à l'oral) Intermédiaire
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Confirmé	(à l'oral) Confirmé
- AUTRES	Dioula : (à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Confirmé
	Senoufo : (à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Intermédiaire
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner>>	(à l'oral) Veuillez sélectionner>>
<b>QUALIFICATIONS ACADEMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent)</b> - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire		
<b>Otobre/2021 - Decembre/2021</b>		
- <i>Institution:</i>	Institut EDGE Sénégal ( Institut de formation supérieure ).	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Certification à la médiation en Afrique.	
<b>Octobre/1994 - Juillet/ 1996</b>		
- <i>Institution:</i>	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)/ Ouagadougou.	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Diplôme du cycle A de la Magistrature.	
<b>Octobre/1993 - Juillet/1994</b>		
- <i>Institution:</i>	Faculté de Droit et de Sciences politiques/Université de Ouagadougou.	
- <i>Diplôme(s) obtenu(s):</i>	Diplôme de Maitrise en Droit Option Droit Public.	

**Octobre/1992 - Juillet/1993**

- *Institution:* Faculté de Droit et de Sciences politiques/Université de Ouagadougou.
- *Diplôme(s) obtenu(s):* Licence es sciences juridiques.

-

- *Institution:*
- *Diplôme(s) obtenu(s):*

**EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :** : *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent) - Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire*  
- *Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

**Novembre 2017 - A présent**

- *Employeur :* Ministère de la justice
- *Intitulé du poste :* Juge d'instruction international à la Cour Pénale Spéciale de la République centrafricaine (CPS-RCA).
  - *Autres informations :* Pratique du droit international et du travail des juridictions international(is)és et hybride ainsi que dans la poursuite des crimes internationaux dans une situation de conflit actif;
  - collecte, organisation, examen, analyse des éléments de preuves documentaires et testimoniaux;
  - auditions de nombreuses victimes et témoins dans plusieurs dossiers;
  - interrogatoires de plusieurs suspects dans le cadre de l'instruction de plus d'une dizaine de dossier;
  - émission des commissions rogatoires aux Officiers de l'Unité spéciale de la police judiciaire (USPJ) de la CPS aux fins de procéder à des actes d'information précis;
  - introduction des demandes d'entraide juridique et judiciaire internationale;
  - suivi, contrôle et conduite de l'exécution des commissions rogatoires des officiers de police judiciaire (OPJ) assignés aux enquêtes du cabinet d'instruction en étroite collaboration avec le chef de l'unité spéciale de police judiciaire;
  - contribution au développement des capacités de ces OPJ en matière d'enquêtes sur les crimes internationaux;
  - émission de plusieurs mandats d'arrêt;
  - rédaction et prise des ordonnances judiciaires;
  - décision des mesures de protection des témoins comparaisant devant le cabinet en étroite collaboration avec l'Unité de soutien et de protection des victimes et des témoins.

**Février/2014 - Aout/2017**

- *Employeur :* Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la République Démocratique du Congo (MONUSCO).
- *Intitulé du poste :* Conseiller en poursuite et Team Leader de la Cellule d'appui aux poursuites Bukavu/ République Démocratique du Congo (RDC).
  - *Autres informations :* Appui aux magistrats militaires enquêteurs dans les enquêtes de crimes internationaux dans une situation de conflit actif:

- direction d'une équipe pluridisciplinaire et fourni des conseils et une assistance technique à des interlocuteurs nationaux de la RDC dans la poursuite des crimes internationaux;
- analyse des procès verbaux rédigés par les enquêteurs concernant les dépositions des témoins et victimes pour suite à donner;
- appui aux partenaires de la justice militaire congolaise à l'élaboration d'une analyse stratégique en vue d'aider à la planification et à la conduite des enquêtes;
- surveillance du respect des droits des victimes et témoins lors de leur audition;
- assurance du monitoring des audiences sur les crimes internationaux;
- fourniture des rapports circonstanciés périodiques et formulé des recommandations;
- supervision du cadre de concertation regroupant les partenaires œuvrant dans le domaine d'appui à la Justice.

**Septembre/ 2008 - Janvier/2014**

- *Employeur :* Ministère des finances
- *Intitulé du poste :* Chef de département des affaires juridiques et institutionnelles de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières du Burkina Faso (CENTIF-BF).
- Autres informations :* Mise en oeuvre de la politique nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme:
  - redaction des projets de décret d'application en relation avec la loi anti blanchiment et anti financement du terrorisme du Burkina Faso;
  - conceptualisation des Accords de coopération après négociation ;
  - encadrement et direction des mémoires d'étudiants de fin de cycle;
  - redaction des rapports annuels de suivi d'évaluation mutuelle du Burkina Faso;
  - redaction des rapports d'enquête aux fins de saisine du procureur du Faso (République);
  - participation aux activités de sensibilisation des acteurs de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme;
  - contribution à l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre le Blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme du Burkina Faso et de la Cote d'Ivoire;
  - participation aux assemblées plénières régionales et continentales des services de renseignement financiers.

**Octobre/ 2004 - Aout/2008**

- *Employeur :* Ministère de la justice
- *Intitulé du poste :* Chef de service à la direction de la législation et de la documentation
- Autres informations :* Mise en œuvre du plan d'action du ministère de la justice :
  - contribution à la rédaction des projets de lois portant création de juridictions;
  - participation en qualité de membre représentant le ministère de la justice aux sessions du Comité Technique de Vérification des Lois pour la validation des lois des différents départements ministériels avant leur soumission à l'assemblée législative;
  - participation en qualité de membre représentant le ministère de la justice aux travaux du Comité de pilotage pour l'élaboration du cadre juridique de la société de l'information du Burkina Faso ;
  - contribution à la collecte de la jurisprudence des cours et tribunaux;
  - contribution en qualité d'expert du Burkina Faso à l'élaboration du Manuel de Formation de base en

matière de Trafic illicite de migrants;

- participation comme co représentant du Burkina Faso à l'examen et l'adoption des textes sur la restructuration de la Cour de justice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO;
- participation en qualité de membre représentant le ministère de la justice aux délibérations de la Commission Nationale pour les Réfugiés ;
- participation comme membre représentant le ministère de la justice aux sessions de la Commission Nationale de Lutte contre la Drogue.

**Juillet 1996 - Septembre/2004**

- *Employeur :* Ministère de la justice
- *Intitulé du poste :* Juge d'instruction / Juge au siège au Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou.
- *Autres informations :* Pratique d'enquête de crimes sensibles sur le plan national par l'instruction d'environ 500 dossiers:
  - auditions et interrogatoires dans le cadre de l'instruction à charge et à décharge;
  - émission des commissions rogatoires nationales et internationales;
  - encadrement de plusieurs élèves magistrats;
  - prise d'ordonnances sur diverses questions juridiques et prise d'ordonnances de clôture;
  - tenue des audiences et rendu des jugements sur le fond en matière pénale, civile et commerciale.

#### AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES PERTINENTES :

- Veuillez copier/coller les entrées si nécessaire

##### Juillet /2018

- *Activité :* Participation à la rédaction de la stratégie de poursuite et d’instruction de la Cour pénale spéciale;

##### Avril /2018

- *Activité :* Participation à la rédaction finale du Règlement de procédure et de preuve de la Cour pénale spéciale;

##### Mars /2011

- *Activité :* Expert juridique du Groupe intergouvernemental d’action dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (GIABA) en matière d’évaluation dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme;

##### Janvier /2011

- *Activité :* Participation à l’évaluation de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la Corruption par le Rwanda et le Mozambique ainsi qu’à la rédaction du rapport final pour le Mozambique;

##### Novembre /2010

- *Activité :* Rédaction d’un avant-projet de loi portant sur la prévention et la répression du trafic illicite de migrants;
- *Activité :*

#### PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES

"L'administration de la preuve dans un contexte de conflit armé actif " (à paraître)

#### SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES

Du 5 au 9 décembre 2022 : Participation à un voyage d’étude à La Haye dans le cadre des activités en marge de l’Assemblée des Etats Parties de la Cour pénale internationale (CPI) ;

6 décembre 2022 : Panéliste de la conférence en marge de l’Assemblée des Etats Parties de la CPI sur le thème « Cour pénale spéciale et Cour pénale internationale : la promesse de complémentarité » ;

Du 19 au 23 septembre 2022 : Participation à Dakar au Séminaire de perfectionnement sur les enquêtes et poursuites des crimes internationaux co-organisé par le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux Bureau du Procureur, l’Académie internationale des principes de Nuremberg et la Fondation Konrad Adenauer Stiftung;

Du 17 avril au 22 mai 2021 : Masterclass sur la Pratique de droit pénal international organisé par l’Académie Africaine de la Pratique du Droit International (AAPDI) ;

Du 14 au 18 octobre 2019 : Participation à Paris et à La Haye à la formation intégrée phase 2 sur l’approfondissement de la phase d’enquête ;

Du 6 au 10 mai 2019 : Participation à Abidjan au Séminaire avancé sur les enquêtes et poursuites des crimes internationaux co-organisé par le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux Bureau du Procureur et l'Académie internationale des principes de Nuremberg ;

Du 21 au 23 mars 2018 : Participation à Bangui à la formation co-organisée par la CPI et la Commission Européenne pour les magistrats de la Cour Pénale Spéciale axée sur le partage d'expérience avec la CPI ;

Du 11 au 21 décembre 2017 : Participation à la phase 1 du plan de formation intégré sur les fondamentaux de l'enquête à l'institut supérieur de la magistrature à Rabat, co-organisé par la Cour Pénale Internationale (CPI), l'École Nationale de la Magistrature, France (ENM) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) ;

Du 10 au 11 juillet 2017 : Atelier de renforcement des capacités pour les magistrats de la Cour pénale spéciale (CPS) de la République centrafricaine (RCA) à Dakar, et partage d'expériences entre les membres de la CPS, des chambres africaines extraordinaires au Sénégal et des experts internationaux organisé par la Fondation Wayamo;

Du 7 au 8 juillet 2017 : Symposium international « changer le récit du retrait à l'engagement constructif », à Dakar organisé par la Fondation Wayamo;

Du 1er au 30 juillet 2000 : Cours d'été de l'Institut International des droits de l'homme (IIDH) / Fondation René Cassin à Strasbourg France

#### **APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES**

Fondation Africaine pour le droit international;

Mouvement Burkinabé des Droits de l'homme et des peuples (MBDHP);

Syndicat Burkinabé des Magistrats ;

Association des Femmes Juristes du Burkina Faso .

#### **DISTINCTIONS REÇUES**

Chevalier de l'Ordre National du Burkina Faso (2014).

#### **INTÉRÊTS PERSONNELS**

La participation des victimes à la justice.

Le respect de l'égalité des armes dans la procédure judiciaire.

L'importance de la coopération internationale en matière d'exécution des mandats d'arrêt.

La garantie de l'indépendance, de l'impartialité et de l'équité dans la justice.

#### **DIVERS**

Participation à des activités humanitaires et caritatives;

Médiation de situations de conflits sociaux.

